
[Communiqué de presse: Des femmes demandent aux entreprises d'huile de palme de mettre fin à la violence et de restituer les terres communautaires](#)

Communiqué de presse international. Mars 8, 2018

Des femmes demandent aux entreprises d'huile de palme de mettre fin à la violence et de restituer les terres communautaires

Le 8 mars, Journée internationale des femmes, des centaines d'organisations et de personnes ont demandé la fin des violences contre les femmes vivant à l'intérieur et autour des grandes plantations de palmiers à huile.

Une [pétition](#) a été lancée par des femmes de pays d'Afrique occidentale et centrale dans lesquels les plantations de palmiers à huile connaissent une expansion rapide. Au Cameroun, la pétition est transmise aux institutions qui font la promotion des plantations de palmiers à huile, comme l'Union européenne, les Nations Unies, ainsi que les ambassades de Belgique et de France, les pays d'origine de plusieurs des entreprises d'huile de palme actives sur le continent.

Depuis plusieurs années, des pays africains sont ciblés pour devenir la nouvelle frontière de l'expansion des plantations industrielles de palmiers à huile. Selon les estimations, les gouvernements ont cédé plus de 4 millions d'hectares de terrains sous la forme de concessions pour des palmiers à huile. Cela s'est traduit par des impacts négatifs pour les communautés locales. **La conversion de terres communautaires en plantations industrielles de palmiers à huile a aussi été à l'origine d'impacts spécifiques et différenciés sur les femmes.** L'un des impacts les plus terribles résultant de l'expansion des plantations est la violence exercée contre les femmes. **Souvent, les femmes subissent des violences et des agressions sexuelles ; la souffrance est d'autant plus insupportable que ces formes de violence sont généralement passées sous silence et, ainsi, deviennent invisibles.**

Compte tenu de cette situation, **des femmes de différents pays se sont réunies pour lancer la Pétition le 8 mars**, à l'occasion de la Journée internationale des femmes, afin d'attirer l'attention à ces souffrances, entraînées par l'expansion des grandes plantations industrielles de palmiers à huile. Dans la pétition, les femmes dénoncent le fait que « **les plantations industrielles s'accompagnent d'agressions sexuelles, de viols, de harcèlement, de persécutions et de la destruction de leurs moyens d'existence** ».

La pétition souligne aussi le fait que, lorsque des forêts sont détruites pour laisser la place à des plantations, la diversité de l'alimentation, des remèdes et des matériaux fournis par les forêts est également détruite. **Cette destruction fait disparaître une importante partie des valeurs économiques et culturelles dont dépendent les femmes** et qui caractérisent leurs pratiques traditionnelles d'utilisation des terres. De plus, les rivières sont polluées par les produits chimiques utilisés dans les grandes plantations, et les maladies et différents autres problèmes sanitaires se

multiplient.

La pétition remarque que **les enfants souffrent de ces conséquences** : « Les moyens d'existence sont radicalement perturbés et les femmes sont forcées de travailler comme ouvrières dans les plantations où leurs salaires sont trop bas pour leur permettre de payer les frais de scolarité, ce qui compromet l'avenir de leurs enfants. Les enfants finissent par recourir au vol et sont régulièrement jetés en prison. Sans emplois décents, même les jeunes enfants en viennent à prendre des drogues », explique la pétition. La consommation d'alcool chez les mineurs a aussi souvent considérablement augmenté autour des plantations industrielles.

La [pétition](#), signée par des centaines d'organisations et de personnes de tous les continents, exige que les entreprises d'huile de palme mettent fin aux violences contre les femmes et **restituent les terres et les forêts communautaires** qui ont été prises de façon illégitime par le biais de concessions gouvernementales.

Contacts :

Pour les interviews en français :

Au Cameroun : Marie Crescence Ngobo, du Réseau des acteurs du développement durable (RADD),
numéro de téléphone : +237 99901984

Au Gabon : Danny Bendjet, de l'organisation Muyissi Environnement, numéro de téléphone : +241 02
30 73 19 (Gabon)

Pour les interviews en anglais, en portugais ou en espagnol :

Jutta Kill, du Mouvement mondial pour les forêts tropicales, tél. +49 173 6813809

Teresa Perez, du Mouvement mondial pour les forêts tropicales, tél. +598 99 614365